UNION EUROPÉENNE

FR

Bruxelles, le 3 mai 2013
(OR. en)
9232/13
PRESSE 181

Déclaration de la Haute Représentante, M^me^ Catherine Ashton, au nom de l'Union européenne à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai 2013

En ce vingtième anniversaire de la Journée mondiale de la liberté de la presse, l'UE rend hommage aux journalistes du monde entier qui consacrent leur vie - parfois en payant un prix personnel élevé - à relater des événements ou à exprimer des opinions que beaucoup préféreraient sans doute passer sous silence. Une presse libre, indépendante et dynamique est indispensable dans toute société démocratique.

L'UE est déterminée à lutter en faveur de la liberté de la presse dans le monde entier et condamne le fait que les journalistes soient l'objet d'actes d'intimidation, de violence et de censure sans cesse plus nombreux dans beaucoup de pays. Elle engage tous les gouvernements à permettre aux journalistes de travailler en sécurité et sans avoir à craindre d'être censurés ou poursuivis en justice.

La liberté d'expression doit être défendue à la fois dans les médias traditionnels et sur Internet.

L'UE continuera d'œuvrer en faveur de la liberté d'expression en ligne et hors ligne, ne serait-ce qu'en raison du fait que les nouvelles technologies de l'information peuvent jouer un rôle essentiel dans la promotion des droits de l'homme et de la démocratie. Elle continuera de condamner les violations du droit à la liberté d'expression dans tous les médias afin que les journalistes du monde entier puissent exercer leur métier sans entraves.

La Croatie[*], pays en voie d'adhésion, la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine*, le Monténégro*, l'Islande[+] et la Serbie*, pays candidats, l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, et le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, ainsi que la République de Moldavie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie se rallient à la présente déclaration.

---

[*] La Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et la Serbie continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.

[+] L'Islande reste membre de l'AELE et de l'Espace économique européen.